

Depuis les années 60, le Canada entretient une coopération riche et diversifiée avec le Sénégal où il a investi plus de 1,2 milliard de dollars canadiens. Le Sénégal est l'un des 25 pays sur lesquels le Canada a décidé de concentrer ses efforts internationaux, en vue de rendre davantage efficace son action en faveur du développement à travers le monde.

Comme dans la plupart des pays bénéficiaires, l'assistance canadienne au Sénégal est mise à disposition à travers les trois canaux suivants:

-l'aide bilatérale (70%);

-l'aide multilatérale (15%);

-le partenariat avec les ONG et la société civile (15%).

Ces investissements du Canada au Sénégal visent à réduire la pauvreté et à favoriser une croissance économique durable et inclusive. Cet objectif cadre parfaitement avec celui énoncé dans le Plan Sénégal Émergent (PSE).

Ainsi, la *stratégie pays pour le Sénégal* oriente l'appui et l'action du Canada en matière d'aide au développement vers des cibles prioritaires pour les deux Gouvernements, à savoir les enfants, les jeunes et la sécurité alimentaire. La gouvernance, l'environnement et l'égalité entre les sexes sont quant à eux abordés de façon transversale dans toutes les interventions du Canada au Sénégal. Une place de plus en plus importante y est également accordée à la croissance économique durable.

Par ailleurs, le Canada préside le groupe de donateurs fournissant un appui budgétaire conditionnel au Sénégal et le groupe du G7 appuyant la Nouvelle Alliance pour la Sécurité alimentaire et la Nutrition. Il est également coordonnateur des donateurs du mouvement « Scaling-up Nutrition » au Sénégal et compte parmi les principaux donateurs bilatéraux dans le domaine de l'éducation, ce qui lui donne l'occasion de contribuer davantage à l'amélioration de l'organisation et de l'harmonisation de l'aide.

En novembre 2013, le Canada et le Sénégal ont signé le *Cadre de responsabilité mutuelle en matière de coopération au développement*. Cette entente est la première du genre signée par le Canada en matière de coopération. L'objectif du Cadre consiste à réitérer les bases d'une coopération durable, transparente et efficace. Il consigne des engagements clairs, des résultats escomptés et des processus rigoureux de suivi.

Cette coopération dynamique a permis d'atteindre des résultats satisfaisants en 2013-2014 dans les domaines d'intervention prioritaires que sont l'éducation et la formation professionnelle, d'une part et la sécurité alimentaire, d'autre part.

En matière d'éducation et de formation professionnelle, elle a permis, entre autres, de :

- hausser le taux brut de scolarisation, avec 1,8 million nouveaux élèves inscrits en 2013 ;
- augmenter le taux d'achèvement du cursus primaire (66,5 % en 2013, dont 70,8% chez les filles contre 60,9 % chez les garçons) ;
- augmenter le nombre d'enseignants formés selon l'approche par compétences : l'ensemble des enseignants du primaire, soit 53 000 enseignants, dont 17 500 femmes, et quelque 7 809 directeurs ont reçu cette formation inspirée du modèle canadien ;
- mettre en œuvre le nouveau programme d'éducation de base dans les 7 500 écoles du pays ;
- créer un environnement scolaire plus sécuritaire et plus propice à l'apprentissage ;
- moderniser les processus d'approvisionnement en manuels scolaires (l'un des outils ayant le plus d'impact sur la qualité de l'apprentissage), par la mise à disposition de 1,4 million de manuels de français et de mathématiques.

Les actions en matière de promotion de l'égalité entre les sexes ont également porté leurs fruits, si bien que le nombre de filles au primaire est maintenant supérieur à celui des garçons.

Les effectifs en formation professionnelle et technique sont en croissance. Ils ont atteint 48 000 en 2013, contre 37 516 en 2011, dans les domaines de la mécanique, de l'électricité, de l'informatique, du froid et de la climatisation, de la restauration, de la coiffure et de la couture.

Aussi, le Canada a-t-il réitéré son soutien au Gouvernement du Sénégal dans le cadre de la seconde phase du programme de coopération en matière de formation professionnelle et technique pour laquelle Ottawa a octroyé un financement d'un montant de 20 millions de dollars. Collèges et Instituts Canada (CICAN) qui a signé un protocole d'entente avec le Ministère sénégalais de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat, le 8 juin 2015, à Montréal, est chargé d'accompagner la mise en œuvre de ce projet intitulé «Essor du secteur privé par l'éducation pour l'emploi»

Les efforts concertés pour atteindre la sécurité alimentaire ont, de leur côté, contribué à :

- Accroître, diversifier et mieux mettre en marché la production agroalimentaire, grâce à l'amélioration de la productivité chez 102 000 producteurs, dont plus de 54 400 femmes, des régions de la Casamance, des Niayes et du Fleuve Sénégal ;
- faciliter l'accès aux marchés aux producteurs agricoles, par la création de plus de 2 600 emplois dans le secteur de l'exploitation et de la transformation agricoles ;
- Donner aux exploitants et aux entrepreneurs agricoles, un meilleur accès au crédit par l'informatisation de 72 institutions de micro-finance comptant environ 190 000 membres ;
- former environ 12 000 producteurs aux pratiques agricoles modernes dans plusieurs secteurs de production, dont le miel, l'anacarde, la mangue, les fruits forestiers, le bois de filao, etc. ;
- augmenter la production de riz paddy dans le delta de la Vallée du Fleuve Sénégal, passée de 25 000 tonnes en 2008 à 56 917 tonnes en 2013 ;
- mettre en place 160 banques céréalières qui ont largement contribué à lutter contre la malnutrition infanto-juvénile.